

SEANCE DU 27 AOUT 2009

Présents : M. Riguelle, *Bourgmestre-Président*;

MM. Colot, Schoonbroodt, Decabooter, Vander Mynsbrugge, Vande Weyer, Mme Dupont, Riga, *Echevins*;
MM. De Smedt, Mme Stroobants, Hermans, Lurquin, Mme Vanden Bremt, Tellier, Mme Molineaux-Loobuyck, Boucq, Ghilbert, Mme De Buck, Rapetti, Jouglaf, Chalmagne, Mme Dehaen-Cackebeke, Van Den Eynde, Mme Mettioui, Mme M'Buzi, *Conseillers*;

M. Rossignol, *Secrétaire Communal*.

Absents et excusés : M. Culot, *Président du C.P.A.S* ;

Mme Kunsch, M. Mesky, *Conseillers*.

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 20 H08

27/08/2009/A/001 Procès-verbal de la séance du 25 juin 2009 - Approbation.
Après lecture des décisions prises en séance du 25 juin 2009, le procès-verbal de cette séance est approuvé à l'unanimité.

27/08/2009/A/002 Finances communales – Règlement général relatif au recouvrement et au contentieux en matière de redevances communales - Instauration

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ainsi que celui de certaines allocations ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE à l'unanimité des voix :

Article 1:

Le présent règlement s'applique aux diverses redevances établies par la commune.

CHAPITRE 1. - Recouvrement

Article 2:

A défaut de paiement de la redevance dans le délai prescrit, un rappel est envoyé par la commune ou son gestionnaire concédé. Lors de l'envoi de ce rappel des frais administratifs de € 10,00 seront réclamés qui sont portés à charge du débiteur de la redevance.

Article 3

Ensuite et toujours en cas de non paiement, le dossier sera transmis à l'huissier de justice pour recouvrement.

Article 4:

L'huissier de justice poursuit la procédure de recouvrement selon les règles du droit commun en organisant une phase de recouvrement amiable approfondie ayant pour but d'éviter le recouvrement par la voie judiciaire.

Article 5:

En cas de non-paiement après les démarches amiables entreprises par l'huissier de justice, ce dernier poursuivra le recouvrement par la voie judiciaire.

Article 6:

Les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement des montants dus seront à la charge du débiteur de cette redevance et s'ajouteront aux tarifs initialement dus (montant de la redevance et frais administratifs) par le débiteur. Ces frais, droits et débours seront calculés conformément à l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ainsi que celui de certaines allocations.


CHAPITRE 2. - Réclamations

Article 7:

Tout litige concernant la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes

Gemeentelijke financiën – Algemeen reglement betreffende de invordering en de geschillen inzake gemeentereducties – Invoering

DE RAAD,



Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Gezien het koninklijk besluit van 30 november 1976 dat het tarief vastlegt van de akten verricht door de gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken en van sommige toelagen ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

Dit reglement is van toepassing op de door de gemeente verschillende gevestigde retributies.

HOOFDSTUK 1. - Invordering

Artikel 2:

Bij niet-betaling van de retributie binnen de gestelde termijn zal de gemeente of haar concessiehouder een herinnering sturen. Bij het versturen van deze herinnering zullen administratieve kosten ten bedrage van € 10,00 gevorderd worden die ten laste zijn van de schuldplichtige van de retributie.

Artikel 3:

Vervolgens en nog steeds in het geval van niet-betaling, zal het dossier toevertrouwd worden aan een gerechtsdeurwaarder voor inning.

Artikel 4:

De gerechtsdeurwaarder zet de invordering verder volgens de regels van het gemeen recht door middel van het organiseren van een doorgedreven minnelijke invordering met als doel om de invordering via gerechtelijke weg te vermijden.

Artikel 5:

Bij niet-betaling na de minnelijke pogingen ondernomen door de gerechtsdeurwaarder, zal deze laatste de invordering gerechtelijk verderzetten.

Artikel 6:

De kosten, rechten en uitgaven gemaakt voor de invordering van de verschuldigde bedragen vallen ten laste van de schuldplichtige van de retributie en zullen toegevoegd worden aan het initieel verschuldigd bedrag (bedrag van de retributie en administratieve kosten) door de debiteur. Deze kosten, rechten en uitgaven worden berekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 november 1976 dat het tarief vastlegt van de akten verricht door de gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken en van sommige uitkeringen.

HOOFDSTUK 2. - Bezwaren

Artikel 7:

Alle betwistingen betreffende de retributie zullen behandeld worden voor de bevoegde burgerlijke rechtbanken

Mme STROOBANTS entre en séance à 20h12.

27/08/2009/A/003

Finances communales – Redevance pour l'accueil extrascolaire au sein des écoles communales – Instauration

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;


Vu ses décisions du 25.06.2009 relatives aux « avantages sociaux octroyés aux élèves fréquentant les écoles maternelles et primaires francophones situées sur le territoire de Berchem-Sainte-Agathe » et « de sociale voordelen toegekend aan de leerlingen van Nederlandstalige kleuter- en lagere scholen op het grondgebied van Sint-Agatha-Berchem »;

Vu sa délibération du 27.08.2009, relative au règlement général au recouvrement en matière des redevances communales;

Vu la décision du Collège du 30.07.2009 fixant les heures d'ouverture et de fermeture des portes des écoles communales à 7h30 le matin et à 18h le soir ;

Vu le rapport du Receveur communal du 15.06.2009 permettant de dégager le coût horaire de l'encadrement des élèves tant d'un point de vue de la surveillance que d'un point de vue organisationnel en fonction des normes d'encadrement choisies ;

Attendu que, dans un souci de service offert par nos écoles communales et pour répondre aux souhaits de la population, l'Administration communale a mis en place



un système de garderie scolaire le matin, le midi, le soir ainsi que le mercredi après-midi;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE à l'unanimité des voix :

CHAPITRE 1er. - Assiette de la redevance

Article 1:

Il sera perçu, pour les exercices 2009 à 2013 inclus, une redevance pour l'accueil extrascolaire au sein des écoles communales.

CHAPITRE II. - Redevables

Article 2

La redevance est due par la personne responsable de l'enfant qui a bénéficié de l'accueil extrascolaire, c'est-à-dire par ses parents ou toute autre personne qui en a la charge.

CHAPITRE III. - Calcul de la redevance

Article 3:

Pour ce qui concerne la garderie, le tarif journalier de la redevance est fixé comme suit :

le matin (du lundi au vendredi) : gratuité de service;

le midi (du lundi au vendredi) : € 0,30 pour toute la période;

le soir (du lundi au vendredi, sauf le mercredi) avant 16h30 : € 0,30;

le soir (du lundi au vendredi, sauf le mercredi) après 16h30 mais avant 18h:

€ 1,10 pour les enfants de maternelle,

€ 0,75 pour les enfants de primaire .

Article 4:

Pour ce qui concerne les activités socioculturelles du mercredi après midi (de 13h30 à 16h30), le tarif journalier de la redevance est fixé à € 5,00.

Article 5:

Pour ce qui concerne les études (de 15h30 à 16h30), le tarif journalier de la redevance est fixé à € 0,80.

Article 6:

La facturation des services se fera par abonnement. Ceci signifie que ce choix se fera pour l'année scolaire entière.

Article 7:

Une facturation à la carte est appliquée lorsque l'école doit fournir des prestations exceptionnelles en vue de garantir la sécurité des enfants, comme par exemple la garderie du soir parce que les parents ne sont pas présents à la fin des cours. Dans ce cas, le tarif mentionné à l'article 3 sera doublé. Toute heure entamée est due.

Article 8:

Une somme de € 7,50 sera facturée aux parents par enfant et par demi-heure supplémentaire entamée pour toute prestation du personnel qui se voit obligé d'attendre que le parent vienne rechercher son enfant :

après 18h les lundi, mardi, jeudi ou vendredi;

après 13h30 le mercredi, pour autant que l'enfant ne soit pas inscrit aux activités socioculturelles.

CHAPITRE IV. - Du recouvrement et des réclamations

Article 9:

Une facture sera transmise mensuellement aux parents, mentionnant le total à payer et le détail des frais visés. Le montant à payer est soit versé sur le compte de l'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe destiné à cet effet, soit réglé en espèces ou par voie électronique auprès de la caisse communale qui délivrera un reçu pour les sommes payées en espèces.

Article 10:

Les services facturés par abonnement sont réglés anticipativement.

Article 11:

A défaut de paiement dans les délais, l'administration pourra supprimer tout service commandé.

Article 12:

En cas d'absence de l'enfant, un remboursement des sommes payées se fera uniquement si l'absence est couverte par un certificat médical et comprend au minimum 5 jours consécutifs d'absence. Les remboursements seront exclusivement effectués par voie de versement sur un compte bancaire.

Article 13:

Conformément à l'article 113 du code des impôts sur les revenus, les parents peuvent déduire fiscalement leurs frais de garde pour les enfants fréquentant l'accueil extrascolaire. Pour ce faire, l'administration communale remettra en temps utile, l'attestation fiscale. Le contenu de cette disposition est modifiable selon l'évolution de la législation en la matière.

Article 14:

Le recouvrement et le contentieux sont réglés conformément aux dispositions du règlement général communal régissant la matière.

CHAPITRE V. - Dispositions transitoires

Article 15:

Le présent règlement est applicable à partir du 1er septembre 2009

Article 16:

Du 1er au 30 septembre 2009, la mention « 18h » indiquée dans les articles 3 et 8 est à remplacer par « 18h30 »

Gemeentelijke financiën – Retributie voor de buitenschoolse opvang binnen de gemeentelijke scholen - Invoering

DE RAAD,

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op zijn beraadslagingen van 25.06.2009 betreffende "les avantages sociaux octroyés aux élèves fréquentant les écoles maternelles et primaires francophones situées sur le territoire de Berchem-Sainte-Agathe" en "de sociale voordelen toegekend aan de leerlingen van Nederlandstalige kleuter- en lagere scholen op het grondgebied van Sint-Agatha-Berchem" ;

Gelet op de beraadslaging van 27.08.2009 betreffende het algemeen reglement betreffende de invordering inzake gemeenterebuties;

Gelet op de beraadslaging van het College van 30.07.2009 betreffende de vaststelling van de openings- en sluitingsuren van de gemeentelijke scholen vastgesteld op 7u30 's ochtends en 18u 's avonds;

Gelet op het verslag van de Gemeenteontvanger van 15.06.2009 waaruit de kostprijs voor de omkadering van de leerlingen kan bepaald worden zowel qua opvang als qua organisatie van de opvang in functie van de gekozen omkaderingsnormen ;

Aangezien het gemeentebestuur, in functie van de dienst die door onze gemeentescholen wordt aangeboden en teneinde aan de verwachtingen van de bevolking te voldoen, naschoolse opvang voorziet 's ochtends, 's middags, 's avonds en op woensdagnamiddag;

Gezien de financiële situatie van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met eenparigheid van stemmen:

HOOFDSTUK I. – Retributiegrondslag

Artikel 1:

Voor de dienstjaren 2009 tot en met 2013 wordt een retributie geheven op de buitenschoolse opvang in de gemeentescholen.

HOOFDSTUK II. – Retributieplichtigen

Artikel 2:

De retributie is verschuldigd door degene die de verantwoordelijkheid draagt voor het kind ingeschreven in de opvang, meer bepaald de ouders van het kind of elke andere persoon die het kind ten laste heeft.

HOOFDSTUK III. - Berekening van de retributie

Artikel 3:

Voor wat betreft de opvang wordt het dagelijks tarief voor de retributie als volgt

bepaald :

- 's ochtends (van maandag tot vrijdag) : kosteloosheid van de dienst;
 - 's middags (van maandag tot vrijdag) : € 0,30 voor de volledige periode;
 - 's avonds (van maandag tot vrijdag, behalve op woensdag) : tot 16u30 : € 0,30;
 - 's avonds (van maandag tot vrijdag, behalve op woensdag) vanaf 16u30 maar vóór 18u :
- kinderen van de kleuterschool : € 1,10,
kinderen van de lagere school : € 0,75.

Artikel 4:

Voor wat betreft de sociaal-culturele activiteiten op woensdagnamiddag (van 13u30 tot 16u30) wordt het tarief van de retributie vastgesteld op € 5,00.

Artikel 5:

Betreffende de studies (van 15u30 tot 16u30) wordt het dagelijks tarief van de retributie vastgesteld op € 0,80.

Artikel 6:

De facturatie van de diensten gebeurt per abonnement voor het hele schooljaar.

Artikel 7:

Een facturatie « à la carte » zal van toepassing zijn indien de school uitzonderlijke prestaties moet leveren om de veiligheid van de kinderen te garanderen, bijvoorbeeld wanneer de ouders niet aanwezig zijn op het einde van de schooldag. In dat geval zal het tarief vermeld in artikel 3 verdubbeld worden. Elk begonnen uur wordt aangerekend.

Artikel 8:

De som van € 7,50 zal gefactureerd worden aan de ouders per kind en per aangebroken half uur voor elke prestatie waarbij het personeel zich genoodzaakt ziet op de ouders te wachten die hun kind niet zijn komen afhalen :

na 18u op maandag, dinsdag, donderdag of vrijdag

na 13u30 op woensdag indien het kind niet ingeschreven is voor de sociaal-culturele activiteiten.

HOOFDSTUK IV. - De inning en de bezwaren

Artikel 9:

Een factuur zal maandelijks worden overgemaakt aan de ouders, met vermelding van het totaal te betalen bedrag en het detail der geleverde prestaties. De betaling gebeurt op de hiertoe bestemde rekening van het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem, ofwel contant geregeld of langs elektronische weg bij de gemeentekas die een afgiftewijs voor de contant betaalde bedragen zal uitreiken.

Artikel 10:

De diensten verleend per abonnement dienen op voorhand betaald te worden.

Artikel 11:

Indien de betaling niet tijdig gebeurt kan het gemeentebestuur alle bestelde diensten schrappen.

Artikel 12:

Een terugbetaling van de betaalde bedragen kan enkel indien de afwezigheid door een doktersattest wordt gestaafd en minstens 5 opeenvolgende afwezigheidsdagen omvat. De terugbetalingen gebeuren uitsluitend door storting op een bankrekening.

Artikel 13:

Overeenkomstig artikel 113 van het wetboek van de inkomstenbelastingen kunnen de ouders een fiscaal attest bekomen voor de kinderen die de buitenschoolse opvang bezoeken. Hiertoe zal het gemeentebestuur ten gepaste tijde een fiscaal attest overhandigen. De inhoud van dit artikel is onderhavig aan de evolutie van de wetgeving op dit gebied.

Artikel 14:

De invordering en de geschillen worden beheerd overeenkomstig de bepalingen van het algemeen gemeentelijk reglement ter zake.

HOOFDSTUK V. - Overgangsbepalingen

Artikel 15:


Onderhavig reglement is van toepassing vanaf 1 september 2009.

Artikel 16:

Van 1 tot en met 30 september 2009 wordt de term « 18u », bedoeld in artikels 3 en 8 vervangen door « 18u30 »

Ainsi fait et délibéré en séance. La séance est levée à 20 h 30.

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,


Philippe ROSSIGNOL.

Le Bourgmestre,


Joël RIGUELLE.